

Un enseignement toujours trop inégalitaire

« On devrait plus se concentrer sur l'apprentissage, notamment du français. »

Françoise BERTIEAUX

2,6 D'ici 2020-2021, la population scolaire en FWB devrait croître de 2,6 %.

La Fédération Wallonie-Bruxelles vient de sortir ses indicateurs de l'enseignement pour 2016. Deux constats : l'enseignement au regard de la condition socio-économique reste préoccupante.

INTERVIEW

• **Françoise BERTIEAUX, députée MR de la FWB**

« Les écoles différenciées ne fonctionnent pas assez bien »

Françoise Bertieaux, les indicateurs montrent que notre enseignement reste inégalitaire sur le plan socio-économique. Pourquoi ?

La plupart de ces enfants sont dans des écoles à financement différencié. Qui, visiblement ne remplissent pas correctement leur rôle. Ça fait des années que nous réclamons une évaluation externe...

Selon vous, c'est quoi leur souci ?

D'abord, une partie du financement est laissé, pour son utilisation, au libre choix de la direction. Et beaucoup de moyens sont utilisés pour engager. Or, on devrait plus se concentrer sur l'apprentissage, notamment du français et à la remédiation dès le dé-

but. Sinon le retard se prend très tôt.

Ensuite, il y a le décret inscription et son critère géographique. La faiblesse de l'indice socio-économique correspond souvent à des quartiers défavorisés dont on retrouve les enfants dans les écoles à proximité.

Enfin, il y a une série de pratiques pédagogiques qui ont été déconseillées ou interdites comme les dictées ou le drill en math. Les plus forts s'en sortent bien sans. Mais l'écart avec les plus faibles se creuse...

Vous avez le sentiment que le Pacte d'excellence recèle en lui les solutions pour lutter contre l'inégalité dans l'enseignement ?

Oui et non. Par exemple, la re-

médiation immédiate est effectivement prévue. Ainsi que l'affectation de moyens pour des objectifs spécifiques des établissements scolaires. Par contre, l'organisation du tronc commun jusqu'à 16 ans est dramatique.

Et pourquoi ?

Notamment parce qu'on va réduire les cours à 45 minutes. Ça veut dire moins de maths, moins de français. Pour les plus faibles qui ont déjà du mal, c'est une catastrophe, ça va les plomber encore un peu plus.

Et, à l'inverse, les plus forts risquent d'avancer moins vite, et de s'ennuyer. Le tronc commun est un leurre. ■

M. Dum.

CHANGEMENT

Changer d'école est fréquent

En Fédération Wallonie-Bruxelles, les élèves du primaire et du secondaire changent fréquemment d'établissement, constate l'administration.

En 2014-2015, 8 % des élèves du primaire et 15 % du secondaire étaient concernés. « Ces nombreux changements d'établissement produisent, outre des difficultés d'organisation, une ségrégation des publics tout au long du parcours

scolaire », dit l'administration qui ne tient pas compte des 6^e primaire et secondaire, à l'issue desquelles les changements d'écoles sont habituels.

La part d'élèves qui changent en même temps d'école et de domicile est de l'ordre de 2 %. En primaire, ils sont 7,6 % à avoir changé sans déménager. En secondaire, ce taux est de 18,6 % dans le 1^{er} degré, de 18,9 % dans le 2^e degré et de 7,6 % en 5^e secondaire.

Le redoublement explique en partie ces changements d'école, surtout en début de cycle ou de degré. Ainsi, en 5^e secondaire, le changement d'établissement est 10 fois plus fréquent si l'élève redouble. ■ **C.a.F.**

COÛT**78 300 € par élève, sans redoublement**

En 2015, la Fédération Wallonie-Bruxelles a dépensé 7,3 milliards € pour l'enseignement. Le coût de l'année scolaire 2014-2015, à charge de la FWB, a varié de 3 275 € par élève du maternel à 7 550 € par universitaire. Le montant a grimpé jusqu'à 15 356 € dans le spécialisé qui nécessite encadrement et infrastructure renforcés.

Entre 2006 et 2015, si le coût annuel moyen par élève a augmenté dans la plupart des niveaux, il a baissé dans le supérieur (- 6,5 % hors universités, - 20 % en universités). Et ce, en raison du financement par enveloppe fermée et d'une forte croissance d'effectifs (+ 14,6 % et + 37 % respectivement).

Une scolarité menée sans redoublement, jusqu'au secondaire, représente 78 300 € pour la FWB. Si l'élève va jusqu'au bac, le coût s'élève à 94 300 € et même à 116 000 € jusqu'au master. L'échec scolaire a coûté 385 millions € en 2015 dans l'enseignement obligatoire ordinaire. S'il baisse depuis 2009, cela équivaut à 1/10^e du budget pour ces niveaux d'enseignement. ■ **Ca.F.**

RETARD SCOLAIRE**Un élève sur deux en fin de secondaire**

En 2014-2015, près d'un élève sur six était en retard scolaire à la fin du primaire et près d'un élève sur deux en fin de secondaire. À titre d'exemple : en 2014-2015, 83 % des élèves étaient « à l'heure » en 4^e primaire, 14 % en retard d'un an et 2 % en retard de 2 ans et plus. Quelques années plus tard, en 4^e secondaire, ils étaient 45 % à l'heure, 29 % en retard d'un an et 25 % en retard de 2 ans ou plus. Depuis 2008, le taux de retard a tendance à diminuer en primaire. En revanche, il stagne en secondaire depuis 10 ans.

« Invariablement, les garçons sont plus nombreux à être en retard que les filles et cette différence se maintient durant la scolarité », dit l'administration. En 2014-2015, cette différence était de 2,6 points de pourcentage en primaire et de 8,1 points en secondaire.

Par ailleurs, les années charnières où se produit un retard important sont la 1^{re} et 5^e primaire, la 1^{re} et 2^e secondaire ainsi que la 3^e et 5^e secondaire, au moment où l'élève doit choisir une orientation scolaire. ■ **Ca.F.**

STOP PRÉMATURÉ**5 % des élèves ne finissent pas**

Depuis 2006, le nombre d'élèves qui ne terminent pas leur cursus scolaire est en diminution constante, ce qui est une bonne nouvelle pour l'enseignement.

Actuellement, le taux de sortie prématurée de l'école est de 5 %, même si en Wallonie, la situation est visiblement un peu meilleure qu'à Bruxelles.

Cela dit, en Wallonie, ce sont les zones les plus industrielles qui ont les plus hauts taux de sortie prématurée : Charleroi, Mons, Liège et le Hainaut occidental.

C'est dans l'enseignement professionnel et qualifiant que l'on termine le moins souvent ses études.

Par ailleurs, le taux de sortie prématurée diminue le plus fortement en section de transition et, singulièrement chez les garçons de 15 à 17 ans. ■

M. Dum.

DISPARITÉS**Un lien entre précarité et études**

Le rapport sur les indicateurs de l'enseignement est très clair : il y a un lien entre l'indice socio-économique et le type d'études qui sont menées par les élèves.

En clair, plus un enfant vit dans un quartier difficile sur le plan socio-économique, plus il s'orientera vers l'enseignement professionnel, spécialisé ou différencié.

C'est dans l'enseignement de plein exercice (et particulièrement dans le 3^e degré) que l'indice socio-économique est le plus élevé.

Cette répartition différenciée apparaît très tôt dans le parcours scolaire et s'accroît tout au long de la scolarité.

Le premier degré apparaît quant à lui comme une « gare de triage » en fonction du niveau socio-économique au moment du choix en troisième année secondaire. ■ **M. Dum.**

REDOUBLEMENT**20 % de recalés en 3^e secondaire**

Globalement, le taux de redoublement en primaire à tendance à baisser. En 2010, il était de 6,7 % pour la première primaire contre 5,4 % aujourd'hui. C'est dans les deux premières années que le redoublement est le plus fort. En moyenne, un élève sur 25 redouble à l'école primaire.

En secondaire, par contre, on observe un accroissement des problèmes. Et le taux varie fortement en fonction des années. Il est actuellement de 9,9 % en première et 9,5 % en deuxième. Mais c'est clairement en troisième que le problème le plus sérieux se situe avec un taux de 20,8 %.

On observe également que c'est dans l'enseignement général que les élèves redoublent le moins alors que les « techniques de qualification » affichent le taux de redoublement le plus important : jusqu'à 35 % en troisième année... ■

M. Dum.

ENSEIGNANTS**Un corps enseignant qui se rajeunit**

En 10 ans, la population enseignante, en termes d'équivalents temps plein (ETP), a augmenté de 10,6 % en maternel, 8,7 % en primaire, 1,5 % en secondaire et 24,6 % dans le spécialisé.

Une augmentation qui s'explique par la hausse de la population scolaire et par les décrets visant à renforcer l'encadrement pris depuis 2006.

Et ces derniers semblent avoir porté leurs fruits. Ainsi, les ratios « élèves/ETP enseignants » ont globalement diminué entre 2006 et 2010. Ces cinq dernières années, le ratio a continué de baisser dans le maternel (de 15,9 à 15,7 élèves/ETP entre 2011 et 2015). Le ratio a par contre peu bougé dans le primaire depuis 2009 (14,2 élèves/ETP). Tout comme dans le secondaire où il s'est stabilisé à 9,7 élèves/ETP.

Enfin, on assiste à un rajeunissement du corps enseignant depuis 10 ans, surtout dans le spécialisé. Dans le maternel, un certain vieillissement se fait toutefois sentir chez ces enseignants (l'âge moyen est de 40,7 ans en 2016, contre 38 ans en 2006). ■ **Ca.F.**

PISA**Plus faible
en lecture**

La dernière enquête PISA 2015 (qui compare les performances des élèves dans l'OCDE), a révélé qu'en sciences, les jeunes francophones sont légèrement en dessous de la moyenne même si leurs résultats restent stables.

Plus inquiétant en revanche, une chute significative des résultats en lecture alors qu'une tendance positive se dessinait depuis 2009. C'est particulièrement le cas chez les filles alors que, jusqu'il y a peu, elles étaient meilleures que les garçons.

En math, les résultats sont stables et sont dans la moyenne des autres pays de l'OCDE.

Là encore, on observe une disparité entre les élèves plus favorisés et les plus précarisés, les premiers obtenant de bien meilleurs résultats que les seconds. Tous comme ceux qui n'ont jamais doublé sont meilleurs que les élèves ayant pris du retard scolaire. ■ **M. Dum.**